

## MANIFESTE pour l'appel à une MANIFESTATION en défense de la VIE, la FEMME et la MATERNITÉ

Le gouvernement du Parti Populaire prétend renoncer à la révision de la législation existante sur l'avortement maintenant ainsi la décriminalisation complète de cette pratique et sa reconnaissance en tant que droit. Cette initiative supposerait la consolidation définitive de l'absence totale de protection pour les deux victimes de l'avortement: l'enfant à naître, qui manquerait de toute protection juridique, et la femme, vouée à l'avortement sans alternatives possibles.

Avec l'abandon annoncé de l'initiative d'abroger la loi actuelle, le Gouvernement et le parti qui le soutient trahissent leur manifeste électoral et se rallient à la loi actuelle et à ses conséquences: la femme sera privée de son droit à la maternité, rien ne se fera pour éviter les avortements et l'immense échec qu'est toujours un avortement provoqué continuera à croître quantitativement. En plus, la loi applicable cherche à imposer l'idéologie du genre avec un caractère obligatoire et coercitif dans tous les services et centres de santé et éducatifs, ainsi que sa vision de la sexualité et la personne.

Cette initiative du Président du Gouvernement oblige les personnes qui apprécient la vie humaine et le droit à la maternité, à déclarer publiquement leur attachement au droit à la vie et à la femme enceinte, pour prévenir la consolidation dans le temps d'une loi injuste que le Président lui-même et son parti gouvernement avaient entrepris de modifier.

Parce que CHAQUE VIE EST IMPORTANTE, nous voulons transmettre au public et aux forces politiques les considérations et demandes suivantes:

1) Toute approche juridique ou politique qui oublie l'enfant qui, avec l'avortement ne va pas naître, ou qui omet de fournir les moyens et solutions précises pour que toute enceinte aboutisse à conclure sa grossesse, vont conduire à des situations injustes et incompatibles avec l'équilibre des droits et des biens dont l'humanisme a besoin dans cette affaire.

2) Face à cette initiative légale contraire à la dignité des êtres humains, sachant que nous devrions tous être d'accord sur les politiques publiques destinées à éviter que les femmes doivent passer par la terrible tragédie d'un avortement provoqué, nous exigeons du gouvernement et de chacune des forces politiques:

a) L'abrogation de l'actuelle «loi de l'avortement.»

b) L'engagement du droit et des politiques publiques avec la seule solution progressiste et humaine sur l'avortement: Toujours protéger l'enfant à naître comme tout autre être humain et TOUJOURS protéger les femmes à ne jamais être vouées à l'avortement.

c) La protection du droit à la maternité, compte tenu de l'avortement comme un énorme échec, digne d'être évité par avec des politiques sociales actives et solidaires avec la femme.

d) La promotion d'un réseau de soutien pour les femmes enceintes, de sorte qu'aucune femme enceinte soit vouée à l'avortement, manque d'information et des solutions viables pour résoudre les problèmes qui sont à la base de la décision d'avorter, ainsi que pour fournir l'aide et le soutien nécessaires pour que les femmes qui ont été victimes d'un avortement peuvent surmonter les conséquences.

e) le renforcement et la rationalisation de l'adoption nationale, y compris la création d'un protocole par lequel la femme est informée de cette alternative en cas de grossesse non planifiée.

f) La promotion d'une pédagogie de la Culture de la Vie qui reconnaisse les valeurs de la dignité de l'être humain dès le moment de la fécondation jusqu'à la mort naturelle, et qui encadre la sexualité humaine dans l'amour, le respect, la responsabilité et l'ouverture à la vie; et par conséquent de donc, qui signale les véritables conséquences de l'avortement pour les femmes et pour l'enfant.

3) Nous demandons au Président du Gouvernement, Mr. Mariano Rajoy de rectifier sa mauvaise décision et d'impulser d'immédiat le programme électoral de PP présenté lors des dernières élections générales, en matière de congé de maternité et de droit à la vie, en lui avertissant que, autrement, il y aura beaucoup d'électeurs du Parti Populaire qui lui retireront leur appui et qui proposeront ce même comportement dans la société.

Nous demandons des militants et des élus qui sont fidèles à l'engagement électoral du PP avec le peuple espagnol de ne pas trahir la confiance placée en eux par 10 millions d'électeurs; nous leur demandons de faire prévaloir leur engagement avec la citoyenneté et la vie au-delà de toute considération pragmatique d'obéissance et de soumission interne, et de se faire entendre avec la voix claire et puissante pour que cette négligence ne se consume pas. Cas de ne pas répondre à cette demande, l'électorat en prendra péage.

4) Nous appelons le gouvernement, les groupes sociaux et tous les citoyens responsables et actifs au contenu de ce Manifeste et à le défendre dans tous les domaines de la vie sociale.

5) Nous assurons à toutes les femmes qu'elles ne seront jamais seules, qu'elles peuvent compter sur nous pour les aider à surmonter les obstacles à leur droit d'être mères. Bien que le gouvernement leur abandonne, nous ne le ferons pas.

Par conséquent:

Nous appelons tous les citoyens à se manifester à Madrid, le 22 Novembre 2014 à faveur de la vie, les femmes et la maternité et demander au Président du Gouvernement et au Parti populaire de remplir sa promesse électorale de modifier la «loi de l'avortement" et adopter une loi protégeant la maternité.

A Madrid, le 7 Octobre 2014.